

L'AUBE NOUVELLE

journal communiste amiénois



janvier, février, mars 2015

SI LE CAPITALISME

VOUS GAVE À MORT



**EN MARS
METTEZ UNE VRAIE GAUCHE
À HOLLANDE**

ÉDITORIAL

"Oui, la gauche peut mourir !" s'est exclamé le premier ministre Manuel Valls le 14 juin dernier devant les responsables nationaux du PS. Cette déclaration provocante n'a suscité aucune protestation à l'intérieur de son parti où tout est écrit : il a perdu les élections municipales en juin et va subir une nouvelle déroute lors des départementales et les régionales en 2015. Pourtant il n'envisage pas de changer de politique pour éviter cette catastrophe annoncée...

suite page 2

DANS CE NUMÉRO

- Le charcutage territorial.
- Pour la liberté d'expression.
- Pêle-mêle à Amiens
- Le MEDEF fait passer les chômeurs à la caisse
- Le bombardement, c'est maintenant !
- Pour un centre de santé public à Amiens-Nord.

NE LAISSONS PAS LA GAUCHE AU PARTI SOUMIS



Trop d'élus de gauche ne pensent aujourd'hui qu'à leur siège et à leur carrière personnelle au détriment de l'intérêt général.

suite de la page 1

Le PS ne s'imagine pas se mettre au service du peuple et croit au contraire qu'il est courageux d'être le valet du patronat en lui apportant sur un plateau d'argent des milliards d'euros prélevés sur nos impôts ! Les actionnaires, pour le remercier, refusent d'investir dans notre pays pour se gaver encore et encore de dividendes tout en manifestant bruyamment pour en avoir encore plus... Résultat : le chômage continue d'augmenter.

Depuis longtemps, le PS a l'habitude de nous trahir dès qu'il accède au pouvoir, prétendant agir au nom du réalisme. En 1981, il affirmait vouloir «changer la vie» et, dès 1983, il se lançait dans une

politique d'austérité. Son seul souci était de rendre impossible toute réflexion pouvant déboucher sur la contestation de ses choix antisociaux.

Aujourd'hui, c'est encore pire. Le PS ordonne à la police de briser la jeunesse qui refuse les projets nuisibles à l'environnement comme l'aéroport de Notre-Dame des Landes et le barrage de Sivens. Ces chantiers sont destinés à satisfaire la vanité de quelque obscur élu local à la recherche d'une quelconque postérité tout en satisfaisant les appétits de firmes comme Vinci qui cherchent désespérément à augmenter leurs profits. À Amiens, le PS nous a endettés pour des années avec son projet inutile du chantier de la citadelle.

Il faut en finir avec cette folie d'un système économique qui nous mène au gouffre.

Le PS multiplie les numéros d'ours savant pour nous persuader que le capitalisme est incontournable et seul capable de répondre aux exigences de la nature. En réalité, il est en train de la détruire : le réchauffement climatique s'accélère et de nombreuses espèces animales et végétales disparaissent. Ce qui ruine l'environnement naturel se fait contre l'être humain. Et les publicitaires, ces habiles serviteurs de notre société de consommation, tentent de nous endormir avec les images omniprésentes d'une abondance factice.

Dans notre département, nous avons participé au mouvement qui remet en cause la ferme des 1000 vaches, un projet d'industrialisation de l'agriculture qui fait passer la quantité produite avant la qualité et le bien-être animal. Nous nous refusons à suivre ce délire qui tend à faire de l'être humain un consommateur inconscient tout juste bon à se faire parasiter par une minorité si riche qu'elle ne sait plus quoi faire de son argent.

Nous vous appelons à nous rejoindre pour faire de notre journal un lieu de contestation et de propositions. **Notre but a toujours été d'ouvrir des débats sur des sujets concrets** comme, par exemple, la gratuité des bus ou celle des premiers m³ d'eau, idées que nombre de politiciens arrogants refusent d'examiner au nom d'un réalisme étriqué qui se satisfait du monde tel qu'il est aujourd'hui.

Pour l'équipe de l'Aube nouvelle
Cédric Maisse



Ici on charcute la République



LE 22 MARS VOTEZ POUR SAUVER LE DÉPARTEMENT ET LA DÉMOCRATIE LOCALE.

Depuis des dizaines d'années, la droite et le PS veulent affaiblir la République en la découpant en Régions plus ou moins autonomes. Les lois de décentralisation de François Mitterrand (1982) étaient censées rapprocher les citoyens des élus locaux. Mais y a-t-il le même contrôle démocratique à l'échelle locale qu'au niveau national ?

Tout repose sur l'absence d'informations. À l'échelle du pays, le gouvernement et les députés sont sous les feux des projecteurs des grands médias et des quotidiens nationaux. Au niveau local, rien ou presque... Il est donc intéressant de confier des pouvoirs de plus en plus importants à des élus qui peuvent se permettre de ne répondre à aucune question.

Cela permet aussi de privatiser plus facilement les services publics. On peut, par exemple, démanteler la SNCF pour la confier par petits morceaux à des entreprises privées en confiant la gestion de certaines lignes aux Régions. On projette de faire la même chose avec l'Éducation Nationale comme le montre la réforme des rythmes scolaires.

Seules les compétences régaliennes resteraient du ressort de l'Etat : la police, la justice et l'armée, c'est-à-dire juste ce qui permet au système capitaliste de réprimer ceux qui le contestent.

Les capitalistes cherchent à s'approprier les secteurs de la santé, de l'éducation, des transports en commun pour

faillite !

Afin ne laisser aucune chance à ceux qui pourraient se faire élire pour réellement contrer les appétits de la finance (comme en Grèce ou en Espagne actuellement), l'État doit être affaibli, ainsi ils n'auraient aucun moyen de mener une politique sociale audacieuse.

De plus cette réforme territoriale a pour but de renforcer la compétition entre les Régions. Ce sera à celle qui attirera le plus de capitaux en offrant le plus d'avantages possibles (remise d'impôts, facilités d'installation) aux investisseurs. Cette compétition s'exercera à l'échelle de la France mais aussi à celle de l'Europe tout entière. Cela avantagera nécessairement les Régions les plus riches comme l'Île-de-France au détriment des plus pauvres comme la nôtre. Cela va aussi dans le sens d'un fédéralisme accru dans l'Union Européenne : on renforce les Régions tout en donnant plus de pouvoirs supranationaux aux bureaucrates de Bruxelles. En France, l'histoire a profondément lié la nation à la démocratie républicaine. Avec la Révolution de 1789, notre pays a montré la voie : un peuple n'est jamais aussi puissant que lorsqu'il donne à chacun de ses citoyens la possibilité de s'exprimer et de participer aux décisions politiques. Il forme ainsi une communauté soudée qui peut ainsi combattre les

multiplier les occasions de faire du profit. Dans un système capitaliste idéal, tout doit être privé sauf les pertes. N'oublions pas qu'en 2008, les États ont prêté gratuitement de l'argent public, pour sauver les banques de la

inégalités et aller de l'avant. C'est bien le contraire qui est projeté par le couple Hollande-Valls qui veut défaire l'ancrage culturel de la gauche française dans les révolutions (1789, 1830, 1848 et la Commune de 1871).

Tout ce qui peut rapprocher le citoyen de la politique doit disparaître, donc les départements et les communes sont voués à disparaître. Nicolas Sarkozy (UMP), puis François Hollande (PS) ont pour but de rendre de plus en plus obscure la politique locale, de réduire l'aide sociale aux plus démunis et d'affaiblir les services publics pour mieux les confier au secteur privé. Pour faire cela, un élu régional est bien plus efficace qu'un

maire ou qu'un conseiller général qui sont constamment en contact avec la population de leur territoire.

Quant à la Picardie, que va-t-elle devenir ? Elle risque fort de devenir un espace marginal à l'intérieur

d'une Région dirigée par Lille. Amiens perdrait sa fonction de capitale régionale. Cela causera une perte d'au moins 600 emplois du fait de la disparition des services régionaux. Que deviendraient l'Université de Picardie et le Rectorat ? Personne ne pose ces questions au gouvernement. Amiens deviendra-t-elle une ville de seconde zone ?

En juin dernier, nous avons été les seuls avec le PG à organiser un rassemblement devant la Préfecture pour exiger un référendum sur cette réforme territoriale. À chaque fois qu'il y en a eu un (en Corse, en Alsace) sur ces questions, la droite ou le PS ont reçu une gifle de la part des Français qui tiennent à ce que la République reste une et indivisible, garante de l'égalité de tous sur l'ensemble du pays. Ils acceptent le jeu démocratique quand il les arrange, quand il ne leur plaît pas comme le NON de 2005 au traité sur la constitution européenne, ils n'en tiennent pas compte et l'appliquent quand même en 2008 en passant par les seuls députés et sénateurs.

DANS UN SYSTÈME CAPITALISTE IDÉAL, TOUT DOIT ÊTRE PRIVÉ SAUF LES PERTES.

POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION CONTRE L'AGRESSION PUBLICITAIRE

Au début du mois d'août, nous avons reçu une lettre de la mairie. C'était le dernier cadeau empoisonné de Gilles Demailly. Il tentait encore de nous nuire alors qu'il n'était plus au pouvoir et nous pourchassait de sa haine de petit notable frustré. Le 4 avril 2014, au moment de la passation de pouvoir à la droite, son seul souci était encore de nous infliger des amendes.

Que pouvait-il bien nous reprocher ? Nous avons fait de l'affichage électoral en dehors des panneaux mis à la disposition du public. : 2153 € d'amende, soit 15 € par affiche. C'est exorbitant. Son idée est bien de nous faire taire. Le PS ne supporte pas qu'il existe un mouvement à gauche qui ne lui soit pas soumis. Quand il a constaté que notre liste arrivait à se faire connaître en dehors des médias dominants, il a supprimé des panneaux (comme dans la rue du commandant Desfontaines). Simultanément Thierry Bonté faisait coller ses affiches à des endroits où nous n'aurions pas osé le faire.

Nous avons demandé un rendez-vous avec Brigitte Fouré qui nous a reçus pour nous dire : *"Si Thierry Bonté n'a pas eu de frais à payer, je laisse tomber la procédure."* Ce n'était que justice et nous étions satisfaits. Les semaines passent. La mairie ne sait pas où chercher le dossier. Incroyable. C'est alors qu'elle découvre que le PS a payé 208,72 € d'amende. Donc nous devons payer aussi même si le montant que l'on nous impose est dix fois supérieur. Nous protestons :

"- Ce n'est pas juste, les colleurs de Thierry Bonté ont mis autant d'affiches que nous. Pourquoi une telle différence ?

- Parce que vous les recouvriez, les services n'ont pu relever que les vôtres.

- Mais si nous les recouvrons, c'est qu'ils collaient autant que nous."

La Mairie n'a rien voulu entendre. Nous étions obligés de faire un recours en justice. Voilà

Pour les faire taire,
nous mettons à l'amende les
seuls qui nous déplaisent :
les communistes
de l'Aube nouvelle



où en est le dialogue à Amiens aujourd'hui...

Le véritable objectif du PS, puis de la droite amiénoise, est de nous réduire au silence. Nous gênons leur petit jeu politicien qui consiste à attendre passivement l'alternance politique. Nous étions les seuls à nous opposer réellement à la politique d'austérité de Gilles Demailly. La droite ne disait quasiment rien : elle était d'accord avec les restrictions, les privatisations, les hausses de tarifs...

Depuis trop longtemps les professionnels de la politique refusent d'assumer les décisions qu'ils prennent en notre nom. Ils refusent les débats tout en faisant croire qu'ils consultent les citoyens.

Par conséquent il est logique qu'ils préfèrent donner l'essentiel de l'espace d'affichage aux publicitaires. On en voit partout : dans les abri-bus, le long des boulevards, sur les places... toujours aux

endroits les plus visibles. La Mairie touche de l'argent tout en se mettant au service de la société de consommation.

Évidemment, tout ce qui peut favoriser la libre expression des opinions ne rapporte rien financièrement. En outre, cela peut permettre à certains, comme nous, de montrer qu'ils refusent de se soumettre au conformisme. La rue appartient au peuple et non à ceux qui veulent nous gaver avec leur camelote. Rendons-lui l'espace public ! Même si cela déplaît à une bourgeoisie amiénoise, qu'elle appartienne à la droite ou à la gauche domestiquée.

Nous avons défendu pendant la campagne des élections municipales un vrai programme de gauche. Nous sommes fiers que ce programme leur fasse peur à tous au point qu'ils soient obligés de retirer des panneaux d'affichage libre et de nous soutirer l'argent qui nous permet de faire, par exemple, ce journal.

Nous ne voulons pas nous contenter de résister à leurs manoeuvres mesquines et dérisoires.

Nous faisons toujours l'effort de faire des propositions qui amélioreraient la vie quotidienne en remplaçant tout ce qui favorise la privatisation de l'espace public et pollue le paysage urbain.

Donc il faut supprimer au maximum les panneaux publicitaires comme cela s'est fait récemment à Grenoble, retirer les panneaux lumineux bien trop voyants et donner à chacun la possibilité de s'exprimer dans l'espace public. Cela ne se limite pas au seul champ politique. C'est aussi une nécessité culturelle. L'art doit être partout et pas seulement dans les musées où il est trop souvent soumis à un filtre institutionnel de moins en moins supportable.

**LA RUE
APPARTIENT
AU PEUPLE,
RENDONS-LUI
L'ESPACE
PUBLIC !**

**LE PS
NE SUPPORTE PAS
QU'IL EXISTE
UN MOUVEMENT
À GAUCHE
QUI NE LUI SOIT
PAS SOUMIS.**

REVOIR LA POLITIQUE DES QUARTIERS

Le nouveau découpage de la politique de la ville identifie **six quartiers prioritaires** à Amiens, en raison des faibles ressources de leurs populations : Amiens Nord, Etouvie, Saint-Leu, La Salamandre, Pierre-Rollin, Mac Orlan-Philéas-Lebègue. Il montre surtout que la pauvreté s'est étendue à Amiens et que les inégalités entre quartiers se sont creusées.

En clair, les dispositifs mis en œuvre depuis 30 ans sont un échec. Cela a été particulièrement vrai lors de ces 6 dernières années où la municipalité PS de Gilles Demailly a engagé 345 millions d'euros pour un effet quasi-nul !

Pas étonnant que la droite et le PS aient occulté ce thème lors des dernières élections municipales. Ce triste bilan donnait encore plus de force aux propositions de la liste de gauche «*L'Aube nouvelle : Amiens combat l'austérité*», comme celles visant à mettre en place des mesures d'aide au pouvoir d'achat (gratuité des bus, centre municipal de santé, hausse des places de crèche, gratuité des activités périscolaires, etc.) ou la création dans tous les quartiers de lieux de vie grâce à la présence partout de centres économiques avec artisans, commerces et services de proximité.

L'ÉDUCATION N'EST PLUS NATIONALE.

Les enseignants rencontrent de plus en plus de difficultés pour exercer leur métier avec des salaires qui sont, rappelons-le, parmi les plus bas d'Europe !

La droite a supprimé de nombreux postes d'enseignants et toute leur formation. F. Hollande essaie de rectifier un peu le tir mais c'est loin d'être suffisant.

Ce n'est pas une pseudo consultation sur des énièmes "nouveaux" programmes qui va rassurer enseignants et parents car des technocrates du Ministère de l'Éducation Nationale ont décidé de réformer les rythmes scolaires.

Le droit d'accès égal à l'éducation dans toute la France avait déjà été bien mis à mal par la droite de Sarkozy. La réforme des rythmes scolaires du PS accentue ces inégalités. Tous les horaires possibles et imaginables sont choisis par des municipalités mises au pied du mur par le gouvernement.

En maternelle, on réveille les petits de 2 et 3 ans pour que les parents les reprennent. C'est fou ce qu'on respecte le rythme de l'enfant ! Dans des communes riches, les enfants ont droit à des activités culturelles, sportives, encadrées par des animateurs qualifiés mais dans les plus pauvres, on bricole une garderie avec des bénévoles ou le personnel existant .

Qu'en est-il à Amiens ?

Toutes les écoles n'ont pas choisi les mêmes horaires. Les maternelles quittent l'école à 15 H 45. Un Centre de loisirs payant est proposé ensuite. Les élémentaires ont l'étude gratuite jusqu'à 16 H 45. Un centre de loisirs payant est proposé ensuite.

De nombreux enfants (surtout dans les ZEP) sont dans la rue à cette heure-là, les parents ne pouvant financer le Centre de loisirs.

La Mairie d'Amiens a touché de l'argent pour la mise en place d'activités. **QU'A-T-IL ÉTÉ FAIT DE CET ARGENT ?**

L'UNIVERSITÉ À LA CITADELLE :



Le site universitaire de la Citadelle ne sera mis en service que dans 2 ans au mieux. Trop exigü, il ne pourra

fonctionner que si l'on dispense les cours en continu de 8 heures à 20 heures. En plus rien n'est prévu pour la circulation, le stationnement, la restauration et le logement.

Mais la principale difficulté reste le manque de places pour enseigner alors que depuis 2 ans le nombre d'étudiants augmente dans notre région de 5% par an. C'est pourquoi il est déjà urgent d'envisager la création d'un nouveau pôle universitaire.

Or, récemment, le gouvernement a baissé, dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020, le nombre des crédits prévus pour l'enseignement supérieur et la recherche. Ils seront si faibles qu'une fois que l'Etat aura versé ce qu'il doit pour terminer l'aménagement des locaux de la Citadelle d'Amiens, il ne restera plus que 2 millions d'€ à partager entre tous les autres projets picards ! Ainsi, c'est l'ensemble de la recherche, source de développement de l'économie, qui va payer la démesure de cet équipement pharaonique mal conçu et dispendieux.

AUGMENTATION DES TARIFS DES BUS : LA DROITE IMITE LE PS !



La droite a augmenté les tarifs de bus en prétendant que "c'est une obligation". Elle renonce à toute action politique volontariste. Seuls les profits de Kéolis sont au

centre de ses préoccupations. Elle refuse de prendre en compte les coûts environnementaux comme la pollution issue de la circulation automobile responsable de graves maladies respiratoires.

La droite se justifie en disant "nous avons dû augmenter parce que les prix n'avaient pas été ajustés entre 2008 et 2012". C'est faux, notre groupe **communistes en action** avait voté contre deux augmentations de tarifs, l'une décidée le 4 juillet 2013 (+ 14 % pour l'abonnement annuel par exemple), l'autre le 7 janvier 2014. Nous avons, au contraire, demandé à ce que les bus deviennent gratuits. Qu'en est-il d'ailleurs de la promesse électorale de Brigitte Fouré ? On peut lire page 6 de son programme : « *la gratuité partielle ou totale des transports en commun sera envisagée si les finances nous le permettent.* » Les Amiénois vont vite comprendre que ce n'était qu'une promesse électorale du même acabit que celles du PS.

L'accord Unedic du 22 mars 2014 dépasse la seule question du régime des intermittents. Depuis le début de l'année 2014, les membres de la CIP-Picardie (Coordination des Intermittents et Précaires) sont mobilisés afin d'obtenir l'abrogation de ce texte.



Ce mercredi 10 décembre 2014, au terme de 36 heures d'occupation, la Direction régionale de Pôle Emploi a demandé à la police de libérer l'accès au parking du site, Zac de l'Arc, près de Longueau. Les membres de la CIP avaient érigé la veille dès quatre heures une "Aire d'accueil des gens du chômage", afin d'offrir une solution aux chômeurs que la nouvelle Convention Unedic risque de mettre à la rue.

Une action se situant dans la continuité de l'emplumage du local du Parti socialiste. Ce jour là, une trentaine de militants avait recouvert la façade de goudron et de plumes et apposé le sigle du Medef à la place de celui du PS. En cause, l'accord Unedic du 22 mars, régissant les règles de l'assurance chômage, dont l'application a débuté le 1^{er} juillet dernier.

Deux milliards d'économies : régime (général) sec pour tout le monde !

Au terme de négociations opaques, menées dans les couloirs du Medef, le patronat et les syndicats minoritaires (CFDT, CFTC, FO) signaient en un quart d'heure ce nouvel accord le 22 mars 2014.

L'ancien soutien des intermittents et désormais Ministre du Travail, François Rebsamen, lui

accorde son agrément le 26 juin 2014.

Avec l'application de ces nouvelles règles, l'Unedic espère économiser deux milliards d'euros d'ici à 2016, au détriment exclusif de l'ensemble des chômeurs et précaires. Une conséquence du plan d'austérité de 50 milliards d'euros de Manuel Valls, destiné à rééquilibrer le cadeau fiscal de 40 milliards d'euros offert aux entreprises. Ce texte aura des conséquences concrètes, prenant notamment pour cible les salariés à activité discontinuée :

- Les droits rechargeables rendent quasiment impossible le réexamen de ses droits après une nouvelle période d'activité. Les chômeurs faiblement indemnisés seront donc condamnés à épuiser leurs droits initiaux avant de pouvoir en ouvrir de nouveaux.

- Désormais, seuls les salariés travaillant pour des agences d'intérim bénéficient de l'annexe consacrée au travail intérimaire, les autres précaires basculant d'office dans le régime général. Une perte de 50 à 300 euros mensuels pour les précaires et saisonniers.

- Les intermittents du spectacle sont eux aussi poussés vers le régime général, et subissent notamment une augmentation de leurs cotisations de deux points, et un durcissement des règles d'admission au sein du régime.

Liste non exhaustive qui illustre l'esprit général de ce texte : la remise en cause des quelques dispositifs de protection des salariés les plus précaires, pourtant de plus en plus nombreux.

Elargir le mouvement

Cette volonté d'aligner les intermittents sur le régime général a provoqué l'extension de la mobilisation aux précaires et chômeurs. Dans de nombreuses régions, des coordinations d'intermittents et précaires s'organisent et mènent des actions. A l'image de la CIP-Picardie, à Amiens, animant une année 2014 autrement morose sur le plan militant :

- **Juillet-août-septembre 2014** : occupation et tractage quotidiens du parvis de la Cathédrale d'Amiens durant les illuminations (74 soirs).

- **12 novembre 2014** : construction d'un mur des droits sociaux devant la Direction régionale de Pôle emploi.

- **9 et 10 décembre 2014** : installation d'une aire d'accueil des gens du chômage.

Pour 2015, la CIP-Picardie annonce la poursuite de ses actions aussi longtemps que nécessaire. Elle mettra notamment en place une permanence de défense des chômeurs tous les derniers lundis de chaque mois au local Solidaire, 3/5 rue Jean Godris à Amiens.

Contact / infos :

www.pieddebiche.com

www.cip-idf.org

[www.twitter.com/cippicardie](https://twitter.com/cippicardie)

Permanence : cip-emplois@laposte.net / 03 22 48 29 72 à partir de 14 H chaque dernier lundi du mois.



Y A-T-IL UN PARTI EN FRANCE QUI SOIT PLUS ATLANTISTE QUE LE PS ? François Hollande a aggravé la soumission de notre pays aux États-unis en ne rompant en rien avec le comportement obséquieux de "Sarkozy l'Américain". Il veut satisfaire Barack Obama au-delà même de ce qu'il espère.

La première intervention française a eu lieu au Mali. On ne trouve pas d'argent pour la santé, l'éducation, les transports... mais dès qu'il s'agit d'intervenir militairement à des milliers de kilomètres de chez nous, la question budgétaire ne se pose même pas. Aucun journaliste ne s'interroge.

La situation au Mali est bien plus complexe que celle décrite par le gouvernement. Les groupes terroristes se sont renforcés à cause de la destruction de l'État libyen par l'intervention décidée par Nicolas Sarkozy. Ce dernier voulait se débarrasser de M. Khadafi pour faire oublier sa complicité avec la dictature de Ben Ali en Tunisie. Nos actions militaires donnent des résultats contraires à

ceux que nos différents gouvernements disent espérer : elles renforcent les terroristes.

Au fond, tout cela reste classiquement conforme aux objectifs de la Françafrique : on veut continuer à exploiter les richesses de l'Afrique (par exemple l'uranium indispensable au fonctionnement de nos centrales nucléaires) et à conserver notre influence sur nos anciennes colonies. Le Mali est un pays dont les frontières ont été tracées par la France en 1960 : elle a placé une partie des nomades touaregs sous la tutelle des populations noires du sud. Leur mode de vie itinérant les conduit à parcourir le Sahara en ignorant des limites déterminées sans eux

En Centrafrique, la France a toujours fait en sorte que l'État soit faible, voire inexistant, pour rendre indispensables ses bases militaires dans un pays stratégiquement utile à son influence néo-coloniale. Seulement, à présent, les populations se trouvent livrées à des groupes qui se livrent au brigandage et qui, pour

avoir des armes, bradent les ressources naturelles aux multinationales. En fait, la France veut à la fois continuer à piller les richesses tout en faisant croire qu'elle envoie ses militaires pour le bien des peuples africains et la paix du monde.

En Syrie, François Hollande a voulu intervenir mais il a dû renoncer devant le refus des États-unis. Il voulait même prendre le risque de soutenir des rebelles islamistes...

On retrouve presque le même processus en Ukraine où l'Union Européenne soutient un gouvernement dont beaucoup de membres appartiennent à une extrême-droite ouvertement anti-démocratique. L'Union Européenne joue aux apprentis sorciers en créant des tensions avec une Russie qui cherche avec la Chine et le Brésil à libérer l'économie mondiale de la domination du dollar.

La guerre entre les peuples n'engendre que malheurs et misères, seule la solidarité internationale peut nous délivrer de ceux qui s'enrichissent grâce à elle.

Directeur de publication : Cédric Maisse. **Siège social :** 20, rue du Vigan, 80090 Amiens.

Équipe : Adrien, Philippe, Brigitte, Martine, Francis, Fabienne, Catherine, Dolorès, Isabelle, Maria-Helena, Mourad, Jean-Rémy, Guilaine, Patrick, Béatrice, Eric, Anne-Marie, Jean-François, Antoine, Florence, Odile, Philippe, Léo et bien d'autres encore. Édité par la Société des Amis de l'Aube Nouvelle.
ISSN : 2101-9150, CPPAP : 0511G89856 . Imprimé par IRG 1^{er} tirage : 40 000 exemplaires
SITE INTERNET : <http://cedricmaisse.fr/>

MAINTENIR UN CENTRE DE SANTÉ PUBLIC À AMIENS NORD

Le transfert de l'Hôpital Nord au sud remet en cause l'égalité d'accès au soin des Amiénois. Nous lançons une pétition pour qu'Amiens-Nord ne devienne pas un désert médical.

En 2014, un Français sur deux déclare avoir déjà renoncé à consulter ou à réaliser des soins ou des examens en raison de leur coût. Le chiffre atteint 67% pour ceux dont les revenus sont inférieurs à 1500 euros. Ce résultat montre que les inégalités d'accès aux soins s'accroissent.

Dans ce contexte, il a été décidé de transférer toutes les activités hospitalières au sud d'Amiens en 2015. Cela va créer un véritable désert médical au nord de la ville qui comprend pourtant 30 000 habitants, avec une population qui, de plus, a déjà souvent moins recours à la médecine.

Par ailleurs, la zone industrielle nord, qui compte plus de 12 000 salariés et des entreprises à risque, type Seveso, est proche.

Par conséquent, il est indispensable de maintenir un véritable pôle de service médical public de proximité à Amiens Nord, et non un simple dispensaire, permettant une véritable prise en charge des patients par des généralistes et des spécialistes.

C'est pourquoi nous demandons la création d'un centre communal de santé.

Il est la seule garantie de mettre à disposition de



tous une offre de santé comprenant une équipe salariée et pluridisciplinaire (généralistes et spécialistes), qui s'acquitte de missions de soins, de prévention, de dépistage et d'éducation pour la santé, favorisant le lien social, garantissant le secteur 1 (avec non dépassement d'honoraires), assurant le tiers payant intégral (dispense d'avance financière).

Enfin Amiens et Amiens-Métropole s'approprient à engager plusieurs millions d'€ dans cette maison de santé pour, en définitive, la confier au privé. Autant investir cet argent public dans un projet dont la Mairie conserverait la maîtrise. Cela n'est possible qu'avec un centre municipal de santé.

**Pour l'équipe de l'Aube nouvelle
Patrick Le Scouëzec**



Dès le premier numéro de l'Aube nouvelle, en janvier 2009, nous lançons une pétition pour le maintien de l'Hôpital nord qui avait recueilli 4000 signatures.

Nous avons déjà eu des centaines de signatures pour le maintien d'une structure de soins publique à Amiens-nord. Si vous souhaitez la signer ou la faire signer, vous pouvez venir à notre rencontre à notre local au

303 ROUTE DE PARIS à Amiens
les MERCREDI ET VENDREDI
APRÈS-MIDI

ou nous les envoyer à la même adresse.

JE REJOINS L'ASSOCIATION L'AUBE NOUVELLE

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

TÉLÉPHONE : _____

COTISATION : 5 EUROS

BULLETIN D'ADHÉSION À RENVOYER À CÉDRIC MAISSE 20 RUE DE VIGAN 80090 AMIENS

N° DE TÉLÉPHONE : 06 75 18 95 43